

Les trois chantiers éducatifs de Jean-Michel Blanquer

Les premières réformes menées par le ministre de l'Éducation nationale ont été approuvées par 70 % des Français, d'après un sondage de l'institut YouGov. Une politique dont la réussite dépendra de la mise en œuvre de certaines priorités, explique le linguiste **Alain Bentolila**.

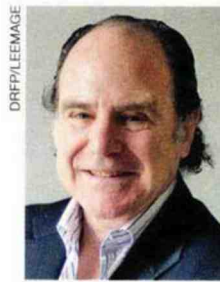
En matière d'éducation, Jean-Michel Blanquer n'est ni de droite ni de gauche. Résistant à la pression médiatique qui tente de le "loger" dans un camp idéologico-pédagogique, il n'adhère pas à l'un des deux groupes farouchement antagonistes qui s'affrontent depuis des lustres, s'accusant les uns, les autres d'être les fossoyeurs de l'éducation. Il se méfie en effet avec raison de ces clivages délétères qui ont conduit notre école à devenir un des systèmes les plus inégalitaires qui soient. Il ne sera donc l'otage ni de SOS Éducation ni du Café pédagogique. Il affirme au contraire une haute ambition pour tous et sa volonté de ne pas priver certains élèves de notre patrimoine scientifique et littéraire sous prétexte qu'ils seraient incapables ou... indignes de s'en emparer.

Sa route sera sans doute longue et difficile, car cette bataille nécessaire contre le sectarisme ne sera pas gagnée en distribuant aveuglement des moyens supplémentaires ou en tranchant tout aussi aveuglement dans le vif. Elle exigera que la volonté politique du ministre rencontre le dévouement et l'imagination des enseignants. Il lui faudra persua-

JEAN-MICHEL
BLANQUER
NE SERA
L'OTAGE NI DE
SOS ÉDUCTION
NI DU CAFÉ
PÉDAGOGIQUE.

der enseignants, syndicats et parents que ce n'est pas l'augmentation aveugle des moyens qui induit les changements fertiles, mais que c'est l'engagement de la communauté éducative dans des changements socialement justes qui impose les moyens nécessaires. Refusant l'enfermement idéologique, le ministre fait en effet une promesse politique : « On ne peut accepter qu'année après année le destin scolaire de certains élèves soit décidé dès 5 ans par leur appartenance sociale et culturelle. » En prenant vraiment position sur cette question, il manifeste une vision à long terme, une volonté politique sans faille et des priorités clairement définies. J'en citerai trois qui conditionnent la réussite de la politique éducative qu'il veut mettre en place.

Jean Michel Blanquer sait que la porte du couloir de l'illettrisme s'ouvre dès l'école maternelle et que l'insécurité linguistique s'installe très tôt ! Bien des enfants arrivent aujourd'hui à la porte de l'école élémentaire en situation d'extrême précarité linguistique et de terrible déficit culturel. Ne nous étonnons pas que ces enfants en situation de détresse langagière aient tant de mal à apprendre à lire et à écrire. Le ministre a



Alain Bentolila.

donc pris la juste décision de dédoubler les CP en REP+, afin que chaque élève bénéficie de l'attention, de l'écoute et de la parole dont il a besoin. Mais il est conscient que, si la diminution des effectifs est nécessaire, cette mesure doit aussi constituer un moyen de mettre en œuvre une excellence méthodologique permettant à tous les élèves d'apprendre à lire avec précision et à écrire avec justesse. Il a donc décidé de construire dans l'académie d'Amiens un modèle de formation, de suivi et d'évaluation qui transformera les méthodes et les démarches dans les CP dédoublés, puis de l'étendre au plan national. Dans cette perspective, il sera sans doute raisonnable de dédoubler les classes de grande section plutôt que les CE1.

La deuxième priorité est de rompre avec le caractère programmé de l'échec pour certains enfants. Le ministre a bien compris que la solution n'est ni le passage complaisant et systématique, ni le redoublement aveugle. Le défi qu'il lui faudra donc rele-



LIEWIG CHRISTIAN/BAGACA

Le président de la République et le ministre de l'Éducation nationale visitent une école le jour de la rentrée des classes. Une politique éducative ambitieuse en perspective pour cette nouvelle année.

ver sera de gérer avec lucidité et attention le passage des différents paliers que les élèves ont à franchir de la maternelle au collège et qui constituent autant de pièges dans lesquels viennent tomber les enfants fragiles. Lors du franchissement de chaque palier dangereux du cursus pourraient ainsi être mis en place ce que nous appellerons des sas de transition. Si ceux-ci sont programmés suffisamment tôt dans l'année (mars au plus tard), l'identification des difficultés spécifiques de chaque élève permettra l'instauration lucide d'une remise à niveau différenciée durant quatre à cinq mois.

LUTTE CONTRE
L'ILLETTRISME,
CONTRE L'ÉCHEC
PROGRAMMÉ
ET CONTRE
L'ORIENTATION
PAR DÉFAUT
SONT LES TROIS
DÉFIS MAJEURS
À RELEVÉR.

La troisième priorité du ministre concerne l'enseignement professionnel et l'apprentissage. Il lui faudra bannir définitivement de l'école cette phrase indigne: "Puisqu'il n'est pas fait pour les études, il vaut mieux le mettre au boulot le plus vite possible." Ce sera au collège unique de manifester la nécessaire rupture avec une orientation par défaut. Nul n'y entrera qui n'ait été formé à lire avec efficacité et pertinence, à expliquer et à argumenter à l'oral, à mettre avec précision sa pensée en mots écrits. On s'assurera aussi de l'acquisition d'un esprit scientifique et de la possession d'un fond minimal de culture commune. Sur la base de cet engagement garantissant à tous la maîtrise des savoirs et savoir-faire fondamentaux, le collège donnera strictement autant d'importance aux activités techniques et technologiques qu'aux disciplines dites générales. Ce collège marquant ainsi l'équilibre entre la réflexion et l'action deviendra le socle d'un apprentissage choisi et non pas imposé aux "insuffisants intellectuels". ●

